

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 9 septembre 2025

Mes commentaires publiés dans un blog.

Article : François Bayrou perd le vote de confiance et démissionne – Et après ?

(Un lecteur a écrit : à une différence près et de taille ! c'est que maintenant tous les partis d'opposition réclament un dû aux ultras riches... et cela bouleverse le jeu.)

- A ceci « *près et de taille* », que tous les partis présents à l'Assemblée nationale se réclament de l'économie de marché ou du capitalisme et ses institutions, aucun n'entend rompre avec eux.

Autrement dit, la classe ouvrière ne dispose d'aucune représentation politique pour défendre ses intérêts au sein des institutions de la Ve République qui ont été conçues pour défendre les intérêts du capitalisme, par conséquent, il n'y a rien à attendre de bon de ces institutions qui doivent disparaître, au profit d'organismes politiques indépendant au service de la classe ouvrière, une Assemblée constituante souveraine et un gouvernement ouvrier s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses que doit impulser un parti ouvrier révolutionnaire, qui malheureusement n'existe même pas à l'état embryonnaire, d'où l'impasse dans laquelle nous nous trouvons puisque (à ma connaissance) personne n'entend construire ce parti ou adopter cette orientation politique.

Je crois, qu'il n'y a pas de quoi se réjouir outre mesure de la chute du gouvernement, au regard des partis réactionnaires qui en sont à l'origine et dans lesquels il n'y a absolument rien à attendre, ils sont tous anti-ouvriers et antisocialistes.

Si chasser Macron et abattre les institutions de la Ve République est à l'ordre du jour, en revanche, il n'y a personne pour incarner ces tâches politiques, y compris à l'extrême gauche qui s'est définitivement corrompue au cours de la seconde moitié du XXe siècle avec la social-démocratie et le stalinisme.

Tout reste à construire ou à reprendre de zéro, si on veut vraiment aller de l'avant. On peut aussi se bercer d'illusions ou prendre ses désirs pour la réalité en tordant le cou à la réalité, mais tôt ou tard, elle se rappellera à vous, et la désillusion n'en sera que plus cruelle et dramatique. Si on peut l'éviter en prenant en compte la situation politique telle qu'elle est, on aura une chance de s'en sortir, c'est tout ce qu'on peut se souhaiter.

Sans prise du pouvoir par la classe ouvrière au moyen d'une révolution politique, il demeurera impossible de s'attaquer résolument aux fondements du capitalisme pour satisfaire nos besoins sociaux et construire une société meilleure ou plus juste, il n'existe aucune autre alternative politique, sinon collaborer et se compromettre avec nos ennemis, subir ou se soumettre... A suivre (luttedeflasse.org)

Je rajoute un mot pour les lecteurs du blog *Le Socialisme*.

On ne peut pas dire grand-chose dans un commentaire adressé à un blog.

C'est le PS et RN/FN qui ont fait chuter le gouvernement Bayrou, un parti de droite et un parti d'extrême droite, par conséquent on ne s'en félicitera pas.

Traditionnellement on nous livrait une interprétation différente, du genre : Si le gouvernement a été renversé, c'est sous la pression des masses, c'est l'expression de la crise du capitalisme, ce qui n'est pas entièrement faux. Jusque-là on peut s'en accommoder, mais ou cela ne va plus du tout, c'est dès qu'on précise dans quel contexte ou quelle est la nature des acteurs qui en sont à l'origine. Là on est pris d'un profond malaise, qui nous oblige à prendre nos distances avec cette interprétation flatteuse qui relève de l'opportunisme ou de l'instrumentalisation des masses qui sont absentes de l'Assemblée nationale.

Ils voudraient leur faire croire que les choses sérieuses se décident dans l'enceinte des institutions et non dans la rue, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Ils prennent donc le risque de voir rapidement se cristalliser le mécontentement des masses contre les institutions de la Ve République, particulièrement contre Macron, qui ne peut continuer à gouverner qu'en recourant à un nouveau coup d'Etat ou au chaos, dont les partis présents à l'Assemblée nationale seraient les figurants et les complices.

Il faut aussi avoir à l'esprit, que les masses ont exprimé à de nombreuses reprises leur méfiance croissante dans tous ces partis, et rien ne dit qu'à un moment donné, elles pourraient surgir soudainement et violemment sur l'arène de la scène politique, de sorte que la situation politique de chaotique deviendrait dangereusement incontrôlable et le pays ingouvernable.

Pour espérer qu'il en sorte quelque chose de positif, encore faudrait-il que les masses en prennent conscience et s'organisent, alors seulement elles constitueraient une réelle menace pour le régime en place. D'où, toute l'attention que l'on porte à cette tâche politique, les aider à s'organiser pour mener leur combat politique jusqu'au bout ou réaliser leur révolution politique, processus au cours duquel elles capitaliseraient toutes leurs expériences en se dotant d'une direction et d'un programme révolutionnaire.

Vous me direz que cela fait beaucoup de conditions, certes elles n'existent pas à l'heure actuelle qu'à l'état de traces, mais elles peuvent se développer très rapidement, cela fait des décennies que nous nous employons à saper les bases du régime pour le fragiliser, paralysé et haï par l'immense majorité, il n'en faudrait peut-être plus beaucoup pour l'abattre.

Reste à voir comment l'extrême confusion politique qui règne en France va se décanter sur fond de crise économique majeure. A suivre.

Article : Le sommet de l'OCS et l'érosion de l'hégémonie occidentale

– *« La fin de l'uni polarité n'est pas encore la justice, mais elle en est la condition préalable. À mesure que de nouvelles institutions se mettent en place, la tâche des peuples et des gouvernements sera de veiller à ce que ce monde multipolaire ne reproduise pas simplement de vieilles hiérarchies sous de nouveaux drapeaux, mais devienne un espace de coopération, de dignité et de liberté. »*

Un vœu pieux !

Les peuples auraient-ils aujourd'hui plus de pouvoir qu'hier ? Ils en ont moins, puisque le mouvement ouvrier international s'est disloqué ou n'existe plus pour organiser les peuples et guider leur combat...

A quoi bon tous ces palabres, commençons par régler les questions théoriques et pratiques, ensuite, on passera aux questions organisationnelles...

Aucune illusion dans des institutions mises en place par des Etats qui pendant près d'un siècle ou un demi-siècle pour ceux qui ont connu d'importants bouleversements ont servi les intérêts du capitalisme mondial ou n'ont jamais rompu avec lui.

Il en va de notre indépendance en tant que classe exploitée et opprimée pour combattre toutes ces institutions...

Article : Gaza : Atrocités, horreurs, génocide... Sans fin

- Et pourtant, c'est si simple, suivez la piste de l'argent...

Si Marx et Le Capital indisposent les esprits fragiles,

Money, it's a crime – Pink Floyd

En dernière analyse, à l'origine de tout ce qu'ils nous font vivre dans leur société pourrie, l'économie toujours et encore, le mode de production capitaliste et d'échange, de répartition des richesses, leur putain de fric, la cupidité qui justifie tous les crimes.

Article : La politique anti-chinoise et la stratégie de Pékin

0 commentaire

- L'avertissement de la Chine

- La politique anti-chinoise et la stratégie de Pékin

- L'Occident et l'Histoire : Qui fixe maintenant la direction ?

- La Russie perd patience face à l'indifférence sur sa sécurité

- Troisième jour du Forum économique de l'Est : l'Extrême-Orient devient un pôle de haute technologie

2 commentaires dont 1 pompé dans un autre article

- La bombe de Poutine retourne l'OTAN, Trump supplie Israël d'entrer en guerre avec les BRICS

La lassitude des lecteurs ou trop d'articles qui traitent les mêmes sujets et n'apportent rien...
Notamment.

Article : Troisième jour du Forum économique de l'Est : l'Extrême-Orient devient un pôle de haute technologie

– Ce qui compte vraiment, c'est que le forum de Vladivostok est devenu un pôle d'action pour transformer de grandes idées en projets axés sur l'humain.

On comprend pourquoi après de pareilles sornettes, il n'y a aucun commentaire.

Article : Chine : La gagnante du tout-électrique

La bagnole individuelle, quel modèle de société pour l'avenir, quelle que soit l'énergie utilisée, bravo !

C'est là qu'on s'aperçoit, que parmi tous les modèles de société existants, par un ne mérite d'être retenu pour l'avenir, sauf à se satisfaire de ceux qui existent, ce qui n'est pas mon cas, je n'ai plus de bagnole depuis 35 ans et je m'en passe très bien, même en habitant dans un petit village. Je me déplace en scooter 125 Suzuki, 55 kilomètres/litre, 1 litre = 96 roupies.

Et quand j'en ai besoin pour me transporter ou du matériel, je fais appel à une connaissance, je paie l'essence, le service à la carte, je loue une petite camionnette avec chauffeur, je prends le bus éventuellement.

Une info en rapport avec ce sujet.

RT – L'industrie nucléaire mondiale fait face à une alerte sérieuse : la demande en uranium explose sous l'effet du redémarrage des programmes nucléaires, tandis que les mines existantes approchent de l'épuisement. Un déséquilibre entre l'offre et la demande pourrait apparaître dès 2030, menaçant toute la filière.

La production des mines actuelles d'uranium devrait être réduite de moitié entre 2030 et 2040, du fait de l'épuisement progressif des gisements, rapporte Reuters. RT 5 septembre 2025

<https://francais.rt.com/international/124893-industrie-nucleaire-menacee-par-penurie-uranium-imminente>

Article : L'Occident et l'Histoire : Qui fixe maintenant la direction ?

« Cet article analyse comment l'alliance sino-russe et le Sud global redéfinissent l'équilibre mondial », en privilégiant une approche idéologique ou conceptuelle, abstraite, au détriment des rapports économiques qui dictent la marche du monde, qui à leur tour dépendent de l'évolution des rapports entre la lutte des classes et les lois de fonctionnement du capitalisme, entre les besoins

sociaux de 8 milliards d'hommes et de femmes, et ceux d'une poignée de capitalistes, qui sont l'expression des contradictions avec lesquelles le capitalisme se débat...

Cela donne lieu à une guerre fratricide entre les différents clans qui représentent le capitalisme mondial qu'on pourrait exploiter. Faudrait-il encore, qu'on rompe avec le capitalisme au lieu de prendre parti pour l'un ou l'autre de ces clans. C'est la condition à remplir pour réaliser notre unité, unir nos forces à l'échelle mondiale pour abattre le capitalisme. Il va de soi que cette condition n'est pas dictée uniquement par des intérêts idéologiques. Elle détermine notre indépendance.

Sans cette indépendance sans cette rupture avec le capitalisme et ses institutions, il est impossible de lutter efficacement contre notre ennemi, de définir une stratégie politique révolutionnaire à laquelle les éléments les plus évolués et déterminés de la société adhèreraient et partageraient avec le plus grand nombre, afin de créer les conditions favorables à la prise du pouvoir, au renversement du régime en place. A suivre.

Article : Je me fiche de ce que dit l'ONU affirme Rubio

Cette pourriture a raison de s'en foutre.

- Après tout, ils sont les maîtres du monde, et personne ne conteste le système économique qui leur a permis de concentrer autant de richesse et de pouvoir politique. Personne ne propose de mettre un terme au capitalisme, alors autant en profiter, pourquoi se gêner...

La voie était libre à la pire réaction, dorénavant elle est au pouvoir et pavoise, et le pire reste à venir. Entre nous, ce que ces despotes ne se doutent pas, c'est que cela pouvait rapidement se retourner contre eux, c'est tout le bien qu'on leur souhaite !

Il faut être patient, c'est difficile, mais on n'a pas le choix, le socialisme triomphera ou nous périrons tous ! Je vais vous avouer un truc tout con, et je ne plaisante pas du tout, il suffit d'y croire pour qu'il se réalise, réfléchissez un peu, et vous verrez que c'est vrai. Tout est là, faut-il quand même savoir de quoi on parle !

Article : Et surtout, n'oubliez pas les petits

- Un aperçu de la culture hébraïque barbare enseignée aux juifs, qui explique pourquoi l'immense majorité des juifs soutiennent le génocide en cours des Palestiniens.

La cruauté monstrueuse dont font preuve les sionistes envers les Palestiniens (notamment) se trouvent théorisée, justifiée par leurs idéologues ou théologiens depuis belle lurette...

Ce qui laisse rêveur, c'est qu'on en soit encore là 2000 ans plus tard !

Pour autant, il existe de véritables humanistes, mais c'est ailleurs qu'il faut les chercher, parmi ceux qui luttent pour mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme à la source de toutes les formes de discrimination, oppression, répression, guerre...

Article : La France dissimule le déclin économique

– La France avec le reste de l'Occident est dans l'impasse.

C'est l'ensemble des puissances occidentales, et plus particulièrement les impérialistes et colonialistes qui sont en proie à une crise systémique, parce que les rentes qu'elles s'étaient constituées au cours du XIX et XXe siècle sont en train de se tarir, du fait de l'émergence de nouvelles puissances et de la volonté des ex-pays coloniaux de se développer ou de tirer profit des matières premières que renferme leur sous-sol, richesses que les pays développés convoitent en se livrant à de nouvelles guerres...

Ce n'est qu'une petite partie de l'explication.

Réponse à un lecteur.

- On n'a rien à regretter, car à ma connaissance, on ne nous a jamais demandé notre avis, et quand bien même ils l'auraient fait, ils n'auraient jamais tenu compte de nos aspirations.

Je ne crois pas qu'il faille penser en termes de souhaits ou de regrets, ce qui relève finalement de la dialectique du processus historique engagé il y a des milliers d'années, disons depuis que les classes et l'Etat existent.

Les choses sont telles qu'elles sont, quand elles ont atteint un certain niveau d'évolution ou de développement, il permet d'entrevoir la modification des rapports existants, la possibilité d'apporter des transformations à la société, la satisfaction de besoins ou aspirations demeurés en suspens, entre autres.

Cela se déroule en dehors de notre volonté ou cela nous est imposé, qu'on soit banquier ou OS à la chaîne.

La détermination de la tendance générale qui se dégage de ce processus matérialiste, a permis de mettre en lumière les principaux moteurs dont il relevait, le développement des forces productives et la lutte des classes à l'échelle historique.

Dès lors, on a pu observer que ces deux facteurs étaient intimement liés, et que les rapports qui en découlaient les influençaient mutuellement, et déterminaient l'orientation de la société en général.

A notre niveau, ne pouvant pas intervenir directement sur les forces productives, puisque nous ne détenons ni le pouvoir politique, ni le pouvoir économique, pour influencer leur orientation, il faudrait en prendre le contrôle ; cela tombe bien, car c'est sur le plan de la lutte de classes qu'on peut y parvenir en nous emparant du pouvoir, en liquidant les institutions du capital et en s'attaquant à ses fondements.

Je pense que cette rapide démonstration est claire, logique, si elle pouvait inciter les lecteurs à s'organiser au sein du mouvement ouvrier, je n'aurais pas perdu mon temps

Réponse à un lecteur.

- Un conseil, sachant que notre ennemi est dans notre pays, restons-y pour le combattre et le vaincre, ne désertez pas, ne capitulez pas, résistez, organisez-vous et luttiez pour un monde meilleur.

Quelle est la signification politique de ces deux conseils ou orientations politiques contradictoires ? Je vous laisse y réfléchir tranquillement, la réponse selon moi figure dans mon blog (luttedeclasse.org).

Je regrette d'être coincé dans mon trou en Inde et de ne pas pouvoir rentrer pour mener la lutte de classe sur le terrain, je suis trop vieux et trop pauvre, du coup je fais ce que je peux, qu'on ne m'en tienne pas rigueur, personne ne choisit vraiment le cours de sa vie...

Qui ça ?

- Il partage les principes du crime organisé : « *Nie toujours, contre-attaque toujours, et ne te rends jamais.* »

Tump, Macron et leurs semblables...

Lu.

Notre vocabulaire est malheureusement insuffisant pour décrire les horreurs que commet l'État sioniste d'Israël dans la bande de Gaza : une extermination par la famine organisée, les maladies, les bombes incendiaires, les bombes larguées par des avions de combat, les bombardements depuis des chars, les tirs à la mitrailleuse, les fusillades à bout portant, du jamais vu dans l'histoire récente. Les cibles sont principalement les enfants et les femmes, les porteuses d'enfants, la prochaine génération de Palestiniens.

La légalité appartient au passé – un terme si étrange – que les jeunes générations, sans parler des générations futures, ne sauront plus ce qu'il signifie. Au lieu de cela, elles apprennent que la paix est la guerre et que la guerre est la paix... tel est le discours actuel, tout droit sorti du roman «1984» d'Orwell.

Abus de pouvoir. Autoritarisme. Fascisme. Nazisme.

Je me fiche de ce que dit l'ONU affirme Rubio - bolivarinfos.over-blog.com 5 Septembre 2025

«*Je me fiche de ce que les Nations unies disent, je m'en fiche*», a déclaré jeudi le secrétaire d'État des États-Unis Marco Rubio, lors d'une conférence de presse à Quito, en Équateur, après une réunion avec le président équatorien Daniel Noboa.

Rubio s'est énervé face à la question d'un journaliste, qui a évoqué les rapports de l'ONU disant que le pays d'Amérique du Sud n'est pas le plus problématique en matière de drogue puisque seulement 5% des stupéfiants transitent par le Venezuela, tandis que 87% du transfert de drogue vers le nord se fait par la route du Pacifique, à partir des ports d'Équateur et de Colombie.

La réaction du fonctionnaire a été de discréditer le rapport, d'attaquer le journaliste, de menacer le média dans lequel il travaille et de qualifier le président vénézuélien Nicolas Maduro, de «*trafiquant de drogue*» et de «*terroriste*».

J-C - C'est davantage une tendance générale qu'un penchant individuel.

bolivarinfos - La prédominance mondiale que les États-Unis, plus grande puissance de l'Occident, veulent maintenir à tout prix, viole les plus élémentaires normes du droit international : l'administration Trump a révoqué les visas des représentants de l'État de Palestine, en les empêchant de participer à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre.

L'administration Trump ne permettra pas que les représentants de l'État de Palestine participent à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre. Le secrétaire d'État Marco Rubio leur a en effet refusé les visas d'entrée aux États-Unis pour accéder au quartier général de l'ONU à New York. Ce faisant les États-Unis violent l'accord signé en 1947 avec les Nations unies, qui à l'Article IV stipule : «*Les États-Unis n'imposeront aucun empêchement au transit de ou vers le siège central des Nations unies à New York à des membres et fonctionnaires de l'ONU*». En violant cet accord l'administration Trump s'arroge de fait le droit de décider quels États membres peuvent et lesquels ne peuvent pas participer aux travaux des Nations unies. Dont fait partie l'État de Palestine, déjà reconnu par 147 des 193 États membres des Nations unies, mais privé du droit de vote à cause du veto étasunien au Conseil de Sécurité. bolivarinfos.over-blog.com 5 Septembre 2025

J-C - Vous devriez avoir une pensée, pour tous ceux qui au cours de la seconde moitié du XXe siècle ont vanté les mérites de cette institution du capital et ont ainsi induit en erreur tous les peuples. Leur récit eut un effet soporifique sur les masses occidentales (et le mouvement ouvrier), qui pour améliorer leur condition profitèrent des profits occasionnés par les aventures impérialistes et coloniales de leurs capitalistes, tandis que tous les autres peuples dans le monde étaient profondément maltraités ou soumis à un destin atroce.

Le principe des vases communicants ou le bonheur des uns fait le malheur des autres s'appliqua, sans que cela ne heurte la bonne conscience de quiconque ou presque. Si les États n'ont que des intérêts et pas d'amis, force est de constater que c'est valable pour les peuples dont la solidarité est pour le moins mesurée ou s'épuise très vite, pour laisser place à l'indifférence.

Les adeptes ou disciples de l'ONU (Journalistes, publicistes, politologues, géopoliticiens, experts autoproclamés, etc. la tribu des charlatans...), de la "*Charte des Nations Unies*", du "*droit international*", des "*traités de paix*", etc. qui considèrent que cet organisme mis en place par les représentants du capitalisme mondial représenterait les intérêts des peuples exploités et opprimés ont du plomb dans l'aile. Ils ont perdu toute crédibilité, le contenu de leurs discours est insupportable, il révèle leur véritable nature ou leurs intentions réactionnaires. J'ignore si on doit les inciter à revoir leur copie ou s'ils sont irrécupérables, ce que je pense à l'heure actuelle. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que le socialisme émerge ou commence à être reconnu comme une alternative sérieuse au capitalisme ou une issue politique à la crise du capitalisme, or, on en est très éloigné, hélas !

Hystérie guerrière des nostalgiques du IIIe Reich. Stratégie de la peur ou de la terreur.

L'Allemagne constituera une «réserve stratégique» de... raviolis en cas de guerre avec la Russie d'ici 2029 - RT 7 sept. 2025

Le ministre allemand de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Patrie, Alois Rainer, a appelé à faire des réserves de raviolis en conserve et de lentilles en prévision d'une éventuelle guerre avec la Russie, a rapporté le *Washington Post*.

Le journal américain a ajouté que le gouvernement allemand s'était engagé à préparer le pays à la guerre d'ici 2029. Alois Rainer a souligné que, pour lui, la sécurité alimentaire jouait un rôle tout aussi important que la fourniture d'équipements militaires dans la préparation du pays à un éventuel conflit.

Relevé au cours de lecture.

1 - Un récent rapport de la Banque mondiale indique que le coût de la reconstruction de l'Ukraine après la guerre s'élèvera à 524 milliards de dollars et que le groupe allié, conformément aux règles de bienséance, devrait investir une partie du capital. Il n'est pas surprenant, estime le magazine, que derrière la volonté des dirigeants européens de poursuivre les opérations militaires, outre une attitude négative envers la Russie, se cache également une conscience de leur propre sort, celui de payer les factures, puisque l'intégralité du fardeau retombera sur les pays de l'UE et la Grande-Bretagne. Il est impossible d'imaginer l'impact, même partiel, d'un financement forcé de l'Ukraine après la guerre en Europe. Ce serait une explosion révolutionnaire de la part des citoyens européens, de la population. Ainsi, sous la bravade voilée par la rhétorique militaire, se cache aussi la peur panique de l'Europe de se retrouver seule avec un allié détruit dont personne n'a besoin.

2- Au cœur de la question se trouve une problématique que l'Occident a jusqu'à présent ignorée : une mondialisation sans sa direction est-elle possible ? La réponse est nuancée. La Russie choisit consciemment la confrontation ouverte avec l'Occident. La Chine mise sur un transfert progressif de pouvoir et sur l'acceptation des réalités économiques. Beaucoup de pays du Sud global sont plus hésitants, mais ils partagent le constat que l'Occident a désormais dépassé son apogée économique. Seul Washington, sous Trump, s'accroche encore ouvertement à la restauration d'un système unipolaire, qui n'est plus réalisable depuis longtemps.

3- Sur le plan économique, la financiarisation excessive des économies occidentales, couplée à une désindustrialisation accélérée, a engendré une vulnérabilité structurelle face aux puissances productives émergentes. L'incapacité à maîtriser les chaînes d'approvisionnement, mise en lumière par le conflit en Ukraine – prolongement géopolitique du coup d'État de Maïdan en 2014 soutenu par les puissances occidentales – a révélé la dépendance stratégique de l'Occident vis-à-vis de l'Eurasie.

À rebours de cette inertie occidentale, le Sud global – porté notamment par la Chine, la Russie, l'Inde et les coalitions comme les BRICS et l'OCS – s'affirme comme le laboratoire d'une

reconfiguration épistémologique du système international. Ce mouvement ne se limite pas à une redistribution des puissances : il implique une redéfinition des principes mêmes de l'ordre mondial, fondée sur la pluralité des modèles, la souveraineté des trajectoires, et la contestation du monopole normatif occidental.

La Chine incarne cette dynamique avec une clarté stratégique remarquable. Le sommet de l'OCS les 31 août et 1er septembre à Tianjin, ainsi que le gigantesque défilé de commémoration du 80ème anniversaire de la victoire chinoise sur le Japon militariste le 3 septembre à Pékin – marquant la fin de la Seconde Guerre mondiale en Asie – enfoncèrent le dernier clou dans le cercueil occidental. Par l'Initiative des Nouvelles Routes de la Soie de Xi Jinping, l'Empire du milieu propose une vision intégrative du développement, fondée sur l'interconnexion des infrastructures, la coopération bilatérale, et le respect des souverainetés nationales. Ce projet, loin d'être un simple outil géoéconomique, constitue une alternative conceptuelle à l'universalisation libérale : il valorise la stabilité, la croissance partagée, et la non-ingérence.

L'Alliance BRICS, en élargissant sa composition et en développant des mécanismes alternatifs de financement, de commerce et de gouvernance, incarne la volonté du Sud global de construire un monde multipolaire, où les voix longtemps marginalisées deviennent des acteurs normatifs. Cette montée en puissance ne repose pas sur une logique de confrontation, mais sur une affirmation de la diversité des modèles et des civilisations.

J-C - Ce que je traduits par une affirmation des besoins sociaux et des aspirations démocratiques des peuples des pays dominés et des ex-colonies occidentales, qui correspondent au besoin impérieux du capitalisme ou du marché mondial de s'étendre encore, afin de le soulager temporairement de la crise qui le mine de l'intérieur, sans pouvoir mettre un terme aux contradictions qui le rongent inexorablement.

Le capitalisme occidental est passé par une phase ascendante à laquelle une phase descendante à succéder, le capitalisme oriental ou asiatique connaîtra le même sort plus rapidement encore, autrement dit, la lutte de classe a de beaux jours devant elle.

4- Lors de la rencontre de l'Organisation de coopération de Shanghai qui vient de se tenir en Chine, le président Xi a rappelé les principes de base : *«En premier lieu nous devons respecter le principe de l'égalité souveraine. Nous devons soutenir que tous les pays, indépendamment de leurs dimensions, de leur force et de leur richesse, sont participants, décideurs et bénéficiaires égaux dans la gouvernance globale. Nous devons promouvoir une majeure démocratie dans les relations internationales et augmenter la représentation et la voix des pays en voie de développement».*

5- Les échanges commerciaux entre la Chine et les membres de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) ont franchi plusieurs étapes essentielles – 300 milliards, 400 milliards et 500 milliards de dollars – pour atteindre un record de 512,4 milliards de dollars en 2024. Si l'on inclut les observateurs et les partenaires de dialogue, ce chiffre atteint 890 milliards de dollars.

Notez cet acronyme : Russie, Inde, Chine. Ce sont les trois grandes puissances du monde multipolaire, le «cœur» des BRICS+, de l'OCS et des partenariats majeurs actuels. Ces trois puissances entraînent les nations moins puissantes dans une direction commune, leur offrant protection, assistance, coopération et une vision du monde à construire ensemble. Une approche

diamétralement opposée à celle prônée et pratiquée par l'impérialisme anglo-américain depuis bien trop longtemps.

La vision multipolaire s'avère gagnante : la majorité de la population mondiale s'émancipe toujours davantage de l'Occident et cherche à s'en éloigner, car toute relation avec l'Occident est synonyme de tromperie, voire de trahison. Le Vieux Monde est effectivement isolé et confronté à son propre échec. Toutefois, cet isolement n'est pas imposé par les pays qui œuvrent en faveur d'un monde multipolaire. C'est plutôt l'Occident lui-même qui s'isole avec ses menaces, ses tentatives d'intimidation, ses sanctions et sa mégalomanie schizophrénique.

Santé.

Révélations explosives sur Pfizer : une interview exclusive avec Naomi Wolf - France-Soir 04 septembre 2025

Le livre « *Pfizer Papers* », édité par Naomi Wolf, est basé sur une analyse approfondie de 450 000 documents de Pfizer, rendus publics suite à une décision de justice. Elle a réuni une équipe de 3 500 médecins et scientifiques pour examiner ces documents. « *Ces rapports sont basés sur les documents internes de Pfizer soumis à la FDA* », affirme-t-elle, insistant sur le fait qu'elle ne fait que relater les conclusions de Pfizer.

Parmi les révélations les plus choquantes, Wolf explique que Pfizer savait dès novembre 2020 que les vaccins n'étaient ni sûrs ni efficaces. « *Pfizer a conclu dans ses propres documents que les vaccins n'ont pas réussi à arrêter la COVID* », dit-elle. De plus, des effets secondaires graves, dont des accidents vasculaires cérébraux et des crises cardiaques, ont été documentés, ce qui soulève des inquiétudes majeures quant à la sécurité des vaccins.

<https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/revelations-explosives-sur-pfizer-une-interview-exclusive-avec-naomi-wolf>

France.

François Bayrou chute sur le vote de confiance, une première dans l'histoire de la Ve République - Le HuffPost 8 septembre 2025

Le gouvernement de François Bayrou a échoué ce lundi 8 septembre à obtenir la confiance de l'Assemblée. Sur les 573 députés qui ont voté, 364 ont voté contre, 194 pour et 15 se sont abstenus. Le Premier ministre est poussé vers la sortie alors que jamais un gouvernement n'avait encore chuté sur l'article 49-1.

Le maire de Pau va remettre sa démission à Emmanuel Macron qui va devoir trouver un nouveau locataire pour Matignon - le cinquième en moins de deux ans. Un record dans la Ve République.

C'est la première fois dans l'histoire de la Ve République qu'un gouvernement tombe après avoir échoué à obtenir la confiance du gouvernement. Selon le décompte de La Chaîne Parlementaire, 41 votes se sont déroulés depuis 1958. Le HuffPost, ParisMatch et BFMTV 8 septembre 2025

Quand la collaboration de classe est "un dû", une vertu, la lutte de classe est un crime !

Marine Tondelier interpelle Emmanuel Macron : « la cohabitation est un dû démocratique » - Le HuffPost 9 septembre 2025

En famille à droite.

"Il va falloir que l'on fasse un geste" : la macronie prête à des compromis avec les socialistes en prévision de l'après-Bayrou - FranceInfo 6 septembre

Les soutiens d'Emmanuel Macron anticipent l'issue du vote de confiance de lundi et tournent leur regard vers le PS afin de trouver une force d'appoint à l'Assemblée. De leur côté, les socialistes sont prêts à négocier, mais sur la base de leurs propositions.

La macronie n'a de regard que vers un seul camp : le PS et ses 66 députés, capables d'apporter une force d'appoint au bloc central. Le chef de l'Etat a appelé lui-même son camp à discuter avec les socialistes. "Il faut faire le choix de travailler avec le PS, décider qu'ils sont nos interlocuteurs", assure un influent député du groupe Ensemble pour la République (EPR). "Ce qui ne veut pas dire faire un budget socialiste", nuance aussitôt le même élu.

Sur quelle base les uns et les autres sont-ils prêts à faire des concessions ? A cette heure, il est encore prématuré de rentrer dans le détail mais les déclarations d'intention sont légion. Au sein de la macronie, ils sont ainsi nombreux à afficher leur volonté d'aboutir à un accord avec le Parti socialiste et à multiplier les clins d'œil, à l'image de Gérald Darmanin. Le ministre de la Justice, cité comme "premier ministrable", avait mis au cœur de sa rentrée politique dans son fief du Nord à Tourcoing, le 31 août, la notion d'"empathie sociale" et qualifié le PS de "grand parti d'opposition responsable". Les députés du bloc central sont eux aussi majoritairement favorables à un pacte de non-censure avec le PS.

"Nous sommes prêts à des efforts, des compromis, pour le bien du pays", fait savoir l'entourage de Gabriel Attal, le président du groupe EPR à l'Assemblée. "Je pense qu'il faut trouver un consensus avec le PS. Mieux vaut leur céder quelques milliards que de se repayer une crise politique, il n'y a pas de doute là-dessus", assure le député macroniste Jean-René Cazeneuve, ancien rapporteur du budget.

"Il va falloir que l'on fasse un geste", ajoute le même parlementaire, "peut-être sur la réforme des retraites, plus certainement sur l'impôt sur les hautes fortunes". La taxation des hauts patrimoines et des plus fortunés est le sujet sur lequel le bloc central cogite pour tenter de trouver des passerelles avec le PS. Le parti d'Olivier Faure, qui a présenté un contre-budget, défend la création d'une taxe de 2% sur les patrimoines de plus de 100 millions d'euros, inspirée par l'économiste Gabriel Zucman et censée rapporter 15 milliards d'euros.

En l'état, la taxe Zucman fait figure de repoussoir dans une très grande majorité du camp présidentiel, à commencer par François Bayrou qui l'a particulièrement critiquée, lors de son interview aux quatre chaînes d'information. Elle se heurtera "au nomadisme fiscal", a-t-il mis en garde. "La taxe Zucman ? C'est hors de question. C'est l'ISF en pire", s'étrangle également un

député du camp présidentiel, qui penche plutôt pour la pérennisation dans le temps de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus. Mais, certains, situés à l'aile gauche de la macronie, sont prêts à se laisser tenter. *"On sait très bien que cette taxe pour avoir des effets doit être appliquée sur le plan européen. Mais, il y a aussi des éléments de symboles importants pour entraîner aussi nos concitoyens"*, assure le député macroniste Stéphane Travert, encarté au PS avant de rejoindre Emmanuel Macron en 2016.

Les socialistes, eux, sentent bien qu'ils ont la main et espèrent même se retrouver à Matignon pour conduire les négociations. *"On veut une grosse ouverture [chez les macronistes], pas une petite"*, souligne un poids lourd du PS. *"Nous revendiquons de défendre nos propositions en conduisant l'action du gouvernement, voilà le point de départ, assure Boris Vallaud, le président du groupe socialiste à l'Assemblée. Pour la suite, nous verrons ce qu'elle sera."*

Les socialistes sont conscients qu'ils ne sont pas en capacité d'appliquer la totalité de leur contre-budget qui prévoit de réduire le déficit de 21,7 milliards d'euros 2026, environ deux fois moins que les 44 milliards proposés par François Bayrou. *"Nous ne disons pas comme Mélenchon : 'C'est tout le programme, rien que le programme'. Mais nous faisons nôtre la phrase de Jaurès : 'Le courage, c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel'"*, glisse Patrick Kanner, le patron des sénateurs PS.

Que craignent-ils donc tant que cela, il fait si bon vivre en France ? Le pays sous « quadrillage » policier le 10 septembre.

Mouvement "Bloquons tout le 10 septembre" : Bruno Retailleau demande aux préfets d'entraver "toute tentative de blocage des infrastructures essentielles" - FranceInfo 4 septembre

Bruno Retailleau appelle à un *"quadrillage de la voie publique et une maîtrise des points stratégiques identifiés par les services de renseignement"*. FranceInfo 4 septembre

... Provocation policière.

Bruno Retailleau annonce que "80.000 gendarmes et policiers" seront mobilisés pour le 10 septembre - BFMTV 9 septembre 2025

Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, a indiqué ce lundi 8 septembre que *"80.000 gendarmes et policiers"* seront mobilisés pour la journée du mouvement *"Bloquons-tout"* qui aura lieu le 10 septembre. *"Aucune violence"* ne sera tolérée, a également ajouté le ministre.

Palestine occupée.

- Selon les autorités de santé locales, 68 personnes ont été tuées en 24 heures dans l'enclave palestinienne. Six autres personnes seraient mortes de famine et de malnutrition. Euronews 6 septembre 2025

Le contrat à 45 millions de \$ entre Google et Israël pour diffuser la hasbara

Google a signé un contrat de six mois d'une valeur de 45 millions de dollars avec le bureau de Netanyahou pour propager la hasbara. Le contrat décrit Google comme une «*entité clé*» venant en soutien à la communication du Premier ministre.

<https://reseauinternational.net/le-contrat-a-45-millions-de-entre-google-et-israel-pour-diffuser-la-hasbara/>

L'ONU dénonce la "rhétorique génocidaire" de dirigeants israéliens sur Gaza - BFMTV 8 septembre 2025

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a dénoncé ce lundi 8 septembre la "rhétorique génocidaire" de dirigeants israéliens sur Gaza, appelant la communauté internationale à prévenir un génocide dans ce "cimetière" qu'est devenu le territoire palestinien.

"Je suis horrifié par l'utilisation sans détour d'une rhétorique génocidaire et la déshumanisation honteuse des Palestiniens par de hauts responsables israéliens", a déclaré Volker Türk, à l'ouverture de la 60e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève.

Il a appelé à "agir maintenant pour mettre fin au carnage", estimant que la communauté internationale "manque à son devoir".

"Les massacres de civils palestiniens perpétrés par Israël à Gaza; les souffrances indescriptibles et les destructions massives qu'il inflige; l'entrave à l'aide vitale suffisante et l'inanition qui en résulte pour les civils; les assassinats de journalistes, de personnels de l'ONU et d'employés d'ONG, et les crimes de guerre qu'il commet, choquent les consciences dans le monde", a affirmé Volker Türk.

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté pour Gaza à Bruxelles - euronews. 8 septembre 2025

Près de 900 arrestations dans une manifestation soutenant Palestine Action à Londres - AP 7 septembre 2025

La police britannique a annoncé dimanche avoir arrêté près de 900 personnes manifestant à Londres contre l'interdiction du groupe Palestine Action, considéré comme une organisation terroriste par le gouvernement.

Près de 1600 personnes ont été détenues, dont beaucoup pour avoir tenu silencieusement des pancartes soutenant le groupe, depuis son interdiction il y a deux mois. Les manifestants affirment

que l'interdiction de Palestine Action constitue une restriction injustifiée à la liberté d'expression et au droit de manifester.

La police métropolitaine a indiqué que 890 personnes avaient été arrêtées lors de la manifestation de samedi, la grande majorité (857) en vertu de la loi sur le terrorisme pour soutien à une organisation interdite. Quelque 33 autres personnes ont été arrêtées pour d'autres infractions, dont 17 pour agression contre des policiers.

Defend Our Juries, l'organisation organisatrice de la manifestation, a affirmé que 1500 personnes avaient pris part au rassemblement, assises et brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: «*Je m'oppose au génocide, je soutiens Palestine Action*».

Vive tension entre Espagne et Israël, Madrid rappelle son ambassadrice - AFP 8 septembre 2025

Les relations entre l'Espagne et Israël se sont très fortement tendues lundi avec le rappel de l'ambassadrice espagnole après une série d'échanges très vifs, à la suite de l'annonce par le Premier ministre Pedro Sánchez de mesures destinées à "*mettre un terme au génocide à Gaza*".

Dans "*une étape supplémentaire (...) pour mettre un terme au génocide à Gaza, poursuivre ses auteurs et soutenir la population palestinienne*", Pedro Sánchez a annoncé lundi une série de nouvelles mesures, notamment l'interdiction aux navires transportant du carburant pour l'armée israélienne d'accoster dans les ports espagnols.

Egalement parmi ces mesures, qui seront mises en œuvre "*immédiatement*", une loi visant à "*consolider juridiquement l'embargo sur les (ventes d') armes à Israël, que nous appliquons déjà de facto depuis octobre 2023*", a souligné le chef du gouvernement.

Elles comprennent également notamment l'interdiction d'entrée sur le territoire espagnol des personnes "*participant directement au génocide*", l'interdiction de l'importation de produits "*provenant des colonies illégales à Gaza et en Cisjordanie*" et la limitation des services consulaires espagnols pour les personnes résidant dans ces colonies.

"*Nous savons que toutes ces mesures ne suffiront pas à arrêter l'invasion ni les crimes de guerre, mais nous espérons qu'elles contribueront à augmenter la pression*" sur le gouvernement de Benjamin Netanyahu, qui compte plusieurs ministres d'extrême droite, a poursuivi le dirigeant espagnol.

La réaction israélienne après ces annonces n'a pas tardé, et le ministre israélien des Affaires étrangères Gideon Saar a répliqué dans la foulée sur le réseau X, accusant le gouvernement espagnol de mener une campagne "*anti-israélienne et antisémite continue*".

Après avoir fustigé des accusations d'antisémitisme "*fausses et calomnieuses*" et des mesures "*inacceptables*" visant deux ministres, le gouvernement espagnol a passé une nouvelle étape en annonçant dans l'après-midi le rappel de son ambassadrice à Tel Aviv pour consultations.

"*Le gouvernement espagnol ne se laissera pas intimider dans sa défense de la paix, du droit international et des droits humains*", avait assuré le ministère des Affaires étrangères un peu plus tôt dans un communiqué.

Israël accuse l'Espagne de mener une "campagne antisémite", Madrid dénonce des propos "calomnieux" - BFMTV 8 septembre 2025

Gaza: Olivia Colman, Javier Bardem, Mark Ruffalo...1.500 acteurs et réalisateurs annoncent boycotter des institutions israéliennes - BFMTV 8 septembre 2025

Olivia Colman, Javier Bardem et Mark Ruffalo...Ils sont 1.500 acteurs, réalisateurs et professionnels internationaux du cinéma à se prononcer publiquement sur la situation à Gaza. Dans une lettre publiée dans *The Guardian*, ils annoncent cesser toute collaboration avec des institutions cinématographiques israéliennes "impliquées dans le génocide" à Gaza.

"En ce moment de crise où nombre de nos gouvernements autorisent le carnage à Gaza, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour répondre à cette complicité", écrivent-ils dans ce texte également signé par le réalisateur Yorgos Lanthimos ou les actrices Ayo Edebiri et Tilda Swinton.

Contre *"le génocide et l'apartheid"*

Cet engagement, à l'initiative du groupe Film Workers for Palestine, s'inspire du boycott culturel en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid, et notamment de *"Filmmakers United Against Apartheid"* (*"Les cinéastes unis contre l'apartheid"*).

Il vise, concrètement, à cesser de collaborer avec des festivals, cinémas, diffuseurs et société de production coupables selon les signataires de *"disculper ou justifier le génocide et l'apartheid"*.

Ils citent par exemple le festival du film de Jérusalem ou celui de documentaires Docaviv, qui *"continuent de collaborer avec le gouvernement israélien"*.

"La grande majorité des sociétés israéliennes de production et de distribution cinématographiques, des agents commerciaux, des cinémas et autres institutions cinématographiques n'ont jamais reconnu les droits internationaux reconnus du peuple palestinien dans leur intégralité", dénoncent-ils.

"Nous répondons à l'appel des cinéastes palestiniens, qui ont exhorté l'industrie cinématographique internationale à refuser le silence, le racisme et la déshumanisation", ajoutent-ils dans ce texte, qui compte aussi Ava DuVernay, Riz Ahmed et Josh O'Connor parmi les signataires.

Cet appel au boycott cible *"la complicité institutionnelle, pas l'identité"*, ni les individus de nationalité israélienne, précise la tribune.

Lu.

J-C - Un aperçu de la culture hébraïque barbare enseignée aux juifs, qui explique peut-être pourquoi l'immense majorité des juifs soutiennent le génocide en cours des Palestiniens.

La cruauté monstrueuse dont font preuve les sionistes envers les Palestiniens (notamment) se trouvent théorisée, justifiée par leurs théologiens ou textes anciens depuis belle lurette...

Ce qui laisse rêveur, c'est qu'on en soit encore là 2000 ans plus tard !

Pour autant, il existe de véritables humanistes, mais c'est ailleurs qu'il faut les chercher, parmi ceux qui luttent pour mettre un terme au sionisme, à l'exploitation de l'homme par l'homme à la source de toutes les formes de discrimination, oppression, répression, guerre...

- Jusqu'au deuxième siècle, l'Ancien Testament était appelé la Bible Juive ou Bible hébraïque.¹

«L'Éternel parla à Moïse sur la montagne de Sinäi, et dit :

«Parle aux enfants d'Israël, et tu leur diras :

(...) Tes esclaves, hommes et femmes, proviendront des nations qui vous entourent ; c'est parmi elles que vous pourrez acquérir des esclaves, hommes et femmes.

De plus, vous pourrez en acquérir parmi les hôtes qui résident chez vous, et parmi les membres de leurs clans qui vivent avec vous et qui ont été engendrés dans votre pays : ils seront votre propriété,

Et vous les laisserez en héritage à vos fils après vous, pour qu'ils les possèdent en toute propriété. Vous les aurez pour toujours comme esclaves. Mais sur vos frères, les fils d'Israël, nul ne dominera avec dureté». – Ancien Testament, Lévitique, chapitre 25, 44-46

Le Seigneur parla à Moïse. Il dit :

«Exerce la vengeance des fils d'Israël contre les Madianites. Ensuite tu seras réuni aux tiens». (...) Ils partirent en guerre contre Madiane, comme le Seigneur l'avait ordonné à Moïse, et ils tuèrent tous les hommes. (...)

Puis les fils d'Israël emmenèrent comme captives les femmes de Madiane avec leurs petits-enfants et ils se livrèrent au pillage en s'emparant de tout leur bétail, de tous leurs troupeaux, de toutes leurs richesses. (...)

Moïse s'irrita contre les commandants des forces armées, officiers de millier, officiers de centaine, qui revenaient de cette expédition guerrière.

Il leur dit : «Vous avez donc laissé vivre toutes les femmes ? (...)

Maintenant, tuez donc tous les petits garçons ; et toutes les femmes qui ont partagé la couche d'un homme, tuez-les !

Mais toutes les petites filles, elles qui n'ont pas partagé la couche d'un homme, vous pouvez les garder vivantes pour vous». – Ancien Testament, Nombres, chapitre 31

Voici les paroles que Moïse adressa à tout Israël dans le désert, au-delà du Jourdain, dans la Araba, en face de Souf, – entre Parane, Tofel, Labane, Hacéroth et Di-Zahab. (...)

«Lorsque tu t'approcheras d'une ville pour la combattre, tu lui proposeras la paix.

Si elle accepte la paix et t'ouvre ses portes, toute la population qui s'y trouve sera astreinte à la corvée et te servira.

Mais si elle refuse la paix et engage le combat, tu l'assiégeras.

Le Seigneur ton Dieu la livrera entre tes mains, et tu passeras tous les hommes au fil de l'épée.

Quant aux femmes, aux enfants, au bétail, tout ce qui se trouve dans la ville, tout le butin, tu t'en saisiras ; tu te nourriras du butin pris aux ennemis que le Seigneur ton Dieu t'aura livrés.

Tu agiras ainsi envers toutes les villes très éloignées de toi, villes qui n'appartiennent pas aux nations que voici.

Dans les seules villes des peuples que le Seigneur ton Dieu te donne en héritage, tu ne laisseras subsister aucun être vivant.

Tu les détruiras complètement – les Hittites, les Amorites, les Cananéens, les Perizzites, les Hivites et les Jébusiens – comme le Seigneur ton Dieu te l'a ordonné.²

Afin qu'ils ne vous apprennent pas à pratiquer toutes les abominations qu'ils pratiquent envers leurs dieux : ce serait pécher contre le Seigneur votre Dieu». – Ancien Testament, Deutéronome, Chapitre 20, 10-18

J-C - 1- IA de Google.

- Oui, il est exact que la « Bible juive » ou « Bible hébraïque » est appelée par les chrétiens l'Ancien Testament. Le terme « Ancien Testament » est une désignation chrétienne pour la partie de la Bible qui précède Jésus-Christ. L'ensemble de ces écrits est connu sous le nom de TaNaKh dans le judaïsme, et il est composé de trois parties : la Torah, les Nevi'im (Prophètes) et les Ketouvim (Écrits)

Ukraine.

Parole d'internaute

- Commentaire de Laurent Brayard, reporter dans le Donbass : Le Figaro et des dizaines de journaux français pris en flagrant délit de fake news!

Les journaux français diffusent depuis quelques jours une énorme fausse nouvelle, produite par les services de la guerre psychologique et cognitive ukrainiens et occidentaux.

L'affaire vient d'une vidéo fake élaborée avec une IA et mettant en scène le Gouverneur de l'oblast de Sverdlovsk (Ekaterinbourg, 3e ville du pays, capitale de l'Oural). Dans cette fausse vidéo, construite à partir d'une vidéo tournée en 2024, du Gouverneur Denis Pasler, l'homme politique « annonçait » une pénurie de carburant, la limitation des ventes dans les stations-services, et d'autres

mesures restrictives. Nous ne savons pas si l'Ukraine a lancé toute seule ce fake, mais il est plus que probable que des services étrangers l'ont appuyée.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel fake a été diffusé, et ensuite repris massivement par la presse française. En 2024, une fausse vidéo du Gouverneur de l'oblast de Koursk avait été diffusée, afin de provoquer une panique dans la population russe. Un autre fake était apparu montrant un soldat ukrainien devant un panneau indiquant « *Koursk, 12 km* ». En réalité la photo avait été trafiquée à partir d'une vraie photo, l'homme posant devant un panneau indiquant « *Koursk, 112 km* ». L'idée était de consterner l'opinion publique russe et de provoquer un exode massif dans l'oblast de Koursk pour gêner les troupes russes.

Le nouveau fake est apparu à la toute fin du mois d'août, se répandant vite dans les auditoires. Il y a une semaine déjà, un premier lecteur d'IR envoyait un message sur les pénuries massives d'essence en Russie... Hier, 6 septembre, le Figaro annonçait le don de 3 350 missiles de croisière US, financés par les pays de l'OTAN... pour la broutille de 827 millions de dollars, pris dans les poches des contribuables européens. Le journal, reprenant le fake, écrivait : « *l'envoi courant août de drones à des centaines de kilomètres du champ de bataille pour frapper les raffineries sur le territoire russe a provoqué d'importantes pénuries de carburant, forçant les autorités à prolonger l'interdiction d'exporter de l'essence jusqu'en octobre* ».

La fausse nouvelle s'appuie sur une deuxième, car la Russie au mois de juin 2025, par la voix de son Président, Vladimir Poutine : « *avait prolongé l'interdiction de la fourniture de pétrole et de produits pétroliers russes selon le plafond de prix imposé par les pays occidentaux, le décret valide l'interdiction des livraisons de six mois, jusqu'à la fin de 2025* ». Le fake très subtil et impossible à détecter dans l'auditoire occidental a fait et fait des ravages dans les esprits, au point vraiment de faire croire que quelques dizaines de drones pouvaient mettre à terre toute l'industrie pétrolière russe pendant des mois... Un fait absurde lorsque l'on connaît la capacité des drones.

Le fake comme toujours avait les objectifs : 1) faire croire que la Russie est gravement touchée, 2) faire croire à l'auditoire occidental qu'il y a de l'espoir pour la victoire de l'Ukraine, 3) annoncer dans un deuxième temps la livraison des missiles, en faisant passer la pilule de la facture (comprendre si 300 drones mettent la Russie à terre, alors 3 350 missiles...), 4) supporter l'opinion publique ukrainienne pour qu'elle accepte de nouvelles pertes humaines, 5) tenter de répandre le défaitisme à la fois dans l'opinion publique russe et dans les auditoires européens qui sont pro-russes (vous en l'occurrence).

Depuis 2014, mais surtout depuis 2022, les journaux occidentaux se seront déshonorés des centaines de fois, et je ne peux croire qu'il ne s'agisse que d'incompétence... à ce niveau d'absurdité, il y a des ordres qui sont donnés pour publier ces nouvelles. Plus que jamais, nos auditoires doivent être formés à ce que c'est que la guerre cognitive et psychologique.

Burkina Faso et Mali.

International: Burkina Faso et Mali, deux coups d'Etat organisés par l'Occident - bolivarinfos.over-blog.com 5 Septembre 2025

Le Gouvernement d'Ibrahim Traoré au Burkina Faso a réussi à déjouer rapidement une énorme tentative de coup d'Etat dans son pays et la même chose s'est produite peu après au Mali.

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2025/09/international-burkina-faso-et-mali-deux-coups-d-etat-organises-par-l-occident.html>

Soudan.

Soudan: une guerre oubliée sur fond d'effondrement humanitaire - journal-neo.su 05 septembre 2025

Au cœur même de l'Afrique se déroule l'une des catastrophes humanitaires les plus vastes de l'époque contemporaine, restant à la périphérie de l'attention mondiale.

Le Soudan, ayant vécu des décennies de dictature et de conflits civils, est plongé depuis avril 2023 dans un abîme de guerre cruelle entre deux puissantes factions militaires. Ce conflit n'a pas seulement effacé de la surface de la terre des villes entières et emporté des milliers de vies, mais a aussi engendré la plus grande crise de déplacement interne au monde, mettant au bord de la survie des millions de civils.

Les conséquences de la guerre pour la population civile revêtent un caractère catastrophique. Selon les données des organisations internationales, plus d'un tiers de la population du Soudan — plus de 15 millions de personnes — ont besoin d'une aide humanitaire urgente. Le système de santé du pays est pratiquement détruit, la majorité des hôpitaux sont bombardés ou pillés, et l'accès à l'eau potable et à la nourriture est devenu une question de vie et de mort.

La manifestation la plus vive de la tragédie est devenue le flux sans précédent de réfugiés. À l'intérieur du pays sont déplacées plus de 9 millions de personnes, obligées d'abandonner leurs maisons et de se sauver des opérations de combat. Elles s'entassent dans des camps, privées de conditions élémentaires, où sévissent la faim et les maladies. Plus de 2 millions de personnes supplémentaires ont fui vers les pays voisins, principalement le Tchad, le Soudan du Sud, l'Égypte et l'Éthiopie. Ces États, se trouvant eux-mêmes dans une situation économique et politique complexe, se sont avérés incapables de faire face à un tel afflux de personnes.

Nation divisée: comment la politique de l'Occident a aggravé le conflit au Soudan

La guerre au Soudan, ayant commencé en avril 2023 entre les généraux Burhan et Hemetti, a emporté les vies de dizaines de milliers de personnes et forcé des millions de Soudanais à quitter leurs maisons. Cependant, les racines de cette tragédie plongent plus profondément dans l'histoire, où un rôle clé a été joué par la politique des pays Occidentaux, en particulier les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui d'abord ont artificiellement divisé le pays, puis ont contribué à sa déstabilisation prolongée.

Le Soudan, ayant obtenu l'indépendance du condominium anglo-égyptien en 1956, dès le début s'est heurté au problème d'une inégalité régionale profonde, posée à l'époque coloniale. L'administration britannique pratiquait consciemment une politique de « *développement séparé* », isolant les régions du sud des régions du nord et encourageant l'identité locale, afin d'affaiblir un État uni potentiellement fort.

Après l'obtention de l'indépendance, cette fissure n'a fait que s'approfondir. Des décennies de guerre civile entre le nord et le sud étaient conditionnées non seulement par des différences

religieuses et ethniques, mais aussi par la lutte pour le contrôle des ressources, premièrement — le pétrole, dont les principaux gisements se trouvaient au sud.

<https://journal-neo.su/fr/2025/09/05/soudan-une-guerre-oubliee-sur-fond-deffondrement-humanitaire/>

Argentine.

Argentine : défaite écrasante de Javier Milei lors d'une élection clé dans la province clé de Buenos Aires - Euronews 8 septembre 2025

Le président argentin Javier Milei a essuyé une large défaite lors d'une élection dans la province de Buenos Aires dimanche - un scrutin à valeur de test à moins de deux mois des élections législatives de mi-mandat.

Le parti La Libertad Avanza, récemment créé par l'ancien présentateur de télévision, n'a recueilli que 34 % des voix dans la plus grande province d'Argentine, s'inclinant largement face à l'opposition péroniste de gauche, qui a obtenu 47 % des voix après le dépouillement de la majorité des bulletins de vote dimanche en fin de journée.

Allemagne.

Le facteur nazi : comment l'Allemagne de l'Ouest s'est démocratisée sans purifier complètement sa fonction publique de l'époque hitlérienne - theins.ru 3 septembre 2025

Dénazification et réadaptation

Après sa défaite de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne a été divisée en zones d'occupation, les parties occidentales du pays étant contrôlées par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, et le secteur de l'Est supervisé par l'URSS. Dans ces deux domaines, des campagnes de dénazification à grande échelle ont été lancées dans le but d'expulser le personnel avec un passé nazi des organismes d'État et des institutions publiques.

Dans la zone d'occupation occidentale, des tribunaux spéciaux (Spruchkammern) ont été créés en 1946 pour examiner les biographies des Allemands qui avaient d'une manière ou d'une autre été reliée au NSDAP (National Socialist German Workers' Party) d'Hitler. Les défenseurs ont été classés en cinq catégories: les principaux délinquants, les délinquants, les délinquants mineurs, les «*bénéficiaires*» (le terme utilisé pour ceux qui n'étaient pas convaincus par les nazis mais, par crainte ou en fonction de leur carrière, ont soutenu le régime ou collaboré avec lui) et les personnes disculpées. Des sanctions ont été prononcées en conséquence, allant d'amendes et de licenciements à l'internement dans les camps de dénazification. Par défaut, la présomption de culpabilité s'appliquait : c'est l'accusé qui a dû prouver leur non-implication dans les crimes du régime nazi.

La dénazification a touché une grande partie de la population allemande, mais la politique a été appliquée avec une gravité particulière dans la zone d'occupation américaine. Des dizaines de milliers de fonctionnaires, de juges, d'enseignants, de soldats et de policiers ont été licenciés ou temporairement suspendus de leurs fonctions. Beaucoup n'ont pas eu de moyens de subsistance. Les

Allemands ont perçu la campagne comme une forme injuste et aveugle de punition, et à la fin des années 1940, les appels en Allemagne de l'Ouest à « *tirer une ligne* » dans le passé et à revenir à une vie normale de plus en plus fréquents.

Le tournant est venu en 1951. Confronté à une pénurie de personnel qualifié, à la pression croissante de l'opinion publique et à des tensions croissantes entre l'URSS et l'Occident, le Bundestag de la République fédérale d'Allemagne a adopté une loi qui est devenue plus tard connue dans la société allemande sous le nom de « *Acte final de la Denazification* ». Elle a effectivement remis en état les anciens fonctionnaires du Reich, à l'exception des personnes condamnées pour les chefs d'accusation les plus graves. Les fonctionnaires, les officiers de police militaire, les juges, les procureurs, les enseignants et les autres fonctionnaires ont recouvré le droit de regagner leurs postes et de recevoir des pensions et des prestations sociales.

En 1951, le premier Bundestag de la République fédérale d'Allemagne a adopté une loi qui a effectivement remis en état les anciens fonctionnaires du Reich.

Dans la pratique, la loi de 1951 a mis fin à la campagne de dénazification en Allemagne de l'Ouest. Les tribunaux créés dans le cadre du programme ont été dissous en 1953 et, à ce moment-là, toute affaire restante a été classée. Officiellement, la politique de dénazification en Allemagne de l'Ouest a pris fin en 1954, et une nouvelle étape a commencé : la réintégration des anciens serviteurs de la dictature hitlérienne dans les structures d'un État démocratique, un processus appelé par la plus tard informelle « *rennezzification* ». La société ouest-allemande a accepté cette nouvelle réalité sans vive protestation.

Cependant, il serait erroné de supposer que les années 1950 l'Allemagne de l'Ouest ont réhabilité la légitimité de son passé nazi. Dès les premières années de l'existence de la République, les autorités se sont employées à développer des mécanismes juridiques et institutionnels pour empêcher l'idéologie du NSDAP de revenir au public et à la sphère politique. En 1949, un article a été ajouté à la Loi fondamentale de la République fédérale qui interdisait la création d'organisations qui sapait les fondements de l'ordre démocratique. Sur cette base, le Parti néonazi du Reich socialiste et le Parti communiste d'Allemagne ont ensuite été interdits.

En 1960, les amendements au Code pénal ouest-allemand ont introduit une interdiction de l'utilisation des symboles nazis, y compris la croix gammée, les runes SS et le salut « *Heil Hitler* ». Dans le même temps, une législation contre l'incitation publique à la haine a été adoptée. En conséquence, au début des années 1960, l'Allemagne de l'Ouest avait construit un système juridique qui a rendu une atmosphère idéologique impossible, même si de nombreux anciens fonctionnaires du régime nazi restent encore dans les structures du pouvoir.

Les Présidents de la République fédérale d'Allemagne et leurs liens avec le NSDAP

Les biographies des six premiers présidents d'Allemagne de l'Ouest reflètent la diversité des expériences allemandes sous le Reich. Certains avaient travaillé au sein des structures nazies et combattu dans la guerre, tandis que d'autres avaient soutenu la résistance à la domination d'Hitler.

Le premier chef d'État de la république, Theodor Heuss, qui a servi de 1949 à 1959, avait voté en 1933 pour la « *loi habilitante* », qui a donné à Hitler le pouvoir d'établir une dictature. En même temps, il n'était pas membre du NSDAP et gardait généralement ses distances avec le régime. En 1936, Heuss est interdit par ce régime d'enseignement et d'édition. En effet, exclu de la vie publique, il a continué d'écrire sous un pseudonyme pour le Frankfurter indépendant zeitung. Grâce à une blessure à l'épaule, il a évité la mobilisation et n'a donc participé à aucune action militaire.

Le prochain président de l'Allemagne de l'Ouest est Heinrich Lübke, qui a occupé ses fonctions de 1959 à 1969. Ses activités de la période nazie font l'objet de débats à ce jour. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il occupe un poste de haut rang au bureau de l'ingénierie de Walter Schlempp, qui est subordonné à Albert Speer, le ministre de l'armement et de la production de guerre du Reich.

Les projets réalisés par la société de Schlempp comprenaient la construction d'installations militaires, et il utilisait les prisonniers des camps de concentration comme source de travail forcé. Des documents confirment que L'UKK était au courant de cela. En outre, selon certains témoignages, il a personnellement demandé que davantage de prisonniers soient envoyés sur les lieux de travail. Plus tard, il prétend que les conditions de travail ont été humaines et qu'il n'a pas souscrit à l'idéologie nazie.

Le successeur de Lübke, Gustav Heinemann (président de 1969 à 1974), était l'un des rares hommes politiques de haut rang d'Allemagne de l'Ouest ayant un solide milieu antifasciste. Il avait été membre de certaines organisations officiellement nazies, telles que la « *Ligue nationale socialiste pour la protection de la loi* », mais c'était essentiellement une exigence pour quiconque était impliqué dans la pratique juridique. Malgré cette association formelle, Heinemann participe au mouvement antifasciste de l'Église confusante, soutient activement les personnes persécutées par le régime et aide ceux qui se cachent. Il n'a jamais été arrêté par le régime, mais il n'a jamais coopéré avec lui non plus.

Walter Scheel, président de la République fédérale d'Allemagne de 1974 à 1979, a eu une biographie plus typique de sa génération. En décembre 1942, il est officiellement admis au NSDAP, bien qu'après la guerre, il affirme qu'il n'a jamais demandé à devenir membre et n'a pas pris part aux activités du parti. Scheel sert dans la Luftwaffe, combat sur le front de l'Est, atteint le grade de premier lieutenant, et est même décoré. Après la guerre, son passé était considéré comme compromettant mais non discréditant.

Karl Carstens, qui a succédé à Scheel en 1979 et est resté en fonction jusqu'en 1984, avait des liens beaucoup plus étroits avec les structures nazies. Dès 1934, il rejoint les troupes d'assaut de la SA du NSDAP et, en 1940, il entre dans le parti. Carstens a expliqué plus tard cette décision comme une nécessité pour préserver sa carrière. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le futur président a servi dans les unités de défense aérienne de la Luftwaffe, atteignant le grade de lieutenant. Dans sa carrière politique d'après-guerre, son passé nazi a provoqué des protestations publiques, en particulier pendant sa campagne de fonctions.

Le dernier président ouest-allemand à avoir des liens avec la dictature hitlérienne a été Richard von Weizsäcker, qui a occupé ses fonctions de 1984 à 1994. Weizsäcker vient de l'ancienne aristocratie prussienne et n'était pas membre du NSDAP. Cependant, en 1937, il travaille brièvement comme chef d'équipe d'Hitler Youth. Pendant la guerre, le 9^e régiment d'infanterie de l'élite de Potsdam, prend part aux campagnes contre la Pologne et l'URSS, atteignant le grade de capitaine et est blessé. Après la guerre, il défend son père, le diplomate Ernst von Weizsäcker, aux procès de Nuremberg, puis commence une carrière politique réussie. Son arc de carrière sert de symbole pour la voie suivie par le pays dans son ensemble : en 1985, Weizsäcker est devenu le premier président ouest-allemand à appeler ouvertement le 8 mai 1945, un « *jour de libération* » dans un discours officiel, un moment historique dans le compte de l'Allemagne avec son passé nazi.

Anciens nazis dans le gouvernement ouest-allemand

Le premier gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, dirigé par le chancelier Konrad Adenauer (qui a servi de 1949 à 1963), symbolisait les premières tentatives du nouvel État de se libérer du passé nazi. Jusqu'à l'achèvement de la dénazification en 1953, le gouvernement d'Adenauer n'incluait pas un seul ancien membre du NSDAP, et le chancelier lui-même était l'un des rares politiciens occidentaux qui avait constamment gardé ses distances avec le nazisme sans entrer en exil ou emprisonné.

Néanmoins, après 1953, au moins 13 anciens nazis sont entrés dans le cabinet d'Adenauer – et pas seulement des membres officiels du NSDAP, mais aussi des personnalités plus notoires. Parmi eux se trouvait Gerhard Schröder, qui avait rejoint le parti d'Hitler en 1933, a travaillé comme avocat dans les structures du Reich, et après la guerre a servi en tant que ministre de la défense, des affaires étrangères et de l'intérieur. Un autre chiffre de ce type était le Ministre des affaires des réfugiés, Theodor Oberlander, participant à la « *Beer Hall Putsch* » et un criminel de guerre accusé qui avait combattu sur le Front de l'Est. (Les manifestations ont finalement forcé l'Oberlander à démissionner.)

L'inclusion de ces chiffres dans le gouvernement s'explique en grande partie par la pénurie de spécialistes qualifiés et l'urgente nécessité de reconstruire les institutions de l'État dans un contexte de confrontation croissante avec le bloc de l'Est. Dans ces circonstances, la priorité a été donnée à l'expertise professionnelle et à la loyauté envers le nouveau régime plutôt qu'aux détails biographiques du passé nazi du pays.

Le recrutement d'anciens nazis dans le gouvernement s'expliquait en grande partie par la pénurie de personnel qualifié et la nécessité urgente de reconstruire rapidement les institutions de l'État.

Le gouvernement du prochain chancelier, Ludwig Erhard (1963-1966), a montré une plus grande continuité avec l'élite d'avant-guerre. Erhard lui-même n'était pas membre du NSDAP, mais sous les nazis, il a travaillé comme consultant industriel et a participé à la rédaction de plans économiques pour les territoires occupés.

Le premier cabinet d'Erhard (1963-1965) contenait pas moins de neuf ministres qui avaient précédemment été membres du NSDAP, dont Walter Scheel, Kurt Schmôcker et Paul Locke. Dans son deuxième cabinet (1965-1966), il y avait huit de ces ministres. Le régime d'Erhard a marqué la consolidation finale de la pratique de l'intégration des anciens nazis dans l'élite politique de l'Allemagne de l'Ouest. Au fil du temps, cependant, cette approche a suscité des critiques croissantes de la part de la société occidentale allemande.

Kurt Georg Kiesinger, chancelier de 1966 à 1969, a rejoint le NSDAP en mai 1933, et à partir de 1940, il a travaillé au ministère des Affaires étrangères du Reich, où il a été impliqué dans la production de propagande radiophonique. Après la guerre, Kiesinger a été interné, a subi une dénazification et a été classé comme « *compagnon de voyage* ». Une lettre ouverte de Gunter Grass a demandé que la candidature de Kiesinger soit rejetée. Cependant, les historiens n'ont plus trouvé de preuve de l'implication directe de Kiesinger dans les crimes du régime nazi.

Willy Brandt, qui a servi en tant que chancelier de la République fédérale d'Allemagne de 1969 à 1974, a été l'un des rares politiciens de haut niveau qui avaient participé activement à la résistance antifasciste. En 1933, après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, il émigre en Norvège, où il poursuit sa lutte contre le régime en tant que journaliste et représentant du mouvement socialiste. Pendant la Seconde Guerre mondiale, après avoir été dépouillé de sa citoyenneté allemande, Brandt a vécu sous un pseudonyme et a travaillé avec la résistance norvégienne. Après la guerre, il retourne en Allemagne, en tant que membre du Bundestag et maire de Berlin-Ouest. Une biographie totalement libre de collaboration avec les nazis a accordé un poids particulier à son initiative « *Ostpolitik* » visant à améliorer les relations avec le bloc de l'Est, et ses gestes symboliques de réconciliation ont

inclus un épisode célèbre dans lequel il s'est agenouillé devant le monument aux victimes du ghetto de Varsovie.

Dans le même temps, le cabinet de Brandt incluait des personnes ayant des passés beaucoup plus compliqués. Au moins neuf d'entre eux avaient été membres du NSDAP, y compris le Ministre de l'économie Erhard Eppler et le Ministre des postes et des télécommunications Horst Ehmke. Certains ont rejoint le parti à un jeune âge ou sont devenus membres automatiquement par les voies officielles, des circonstances qui restent néanmoins une question de discussion politique féroce dans la société d'après-guerre.

Helmut Schmidt, chancelier de la République fédérale de 1974 à 1982, n'était pas membre du NSDAP, mais comme beaucoup de ses pairs, il avait pris part à des organisations de jeunesse nazies et s'était battu avec la Wehrmacht sur le front de l'Est, y compris dans le siège de Leningrad. Le gouvernement de Schmidt s'est progressivement éloigné de la pratique consistant à intégrer les anciens nazis dans des positions de pouvoir, bien que ses cabinets aient encore inclus des ministres qui avaient officiellement été membres du NSDAP - quatre dans les première et deuxième itérations et trois dans la troisième. Contrairement aux années 1950 et 1960, de telles biographies n'ont plus été étouffées, et chaque cas a été discuté dans les médias.

Helmut Kohl, chancelier de la République fédérale d'Allemagne et plus tard de réunification de l'Allemagne de 1982 à 1998, a appartenu à la génération de la fin des années 1930. Pendant la dictature nazie, il était encore un enfant et était officiellement inscrit à la jeunesse hitlérienne après l'introduction de l'adhésion obligatoire en 1940. Dans les derniers mois de la guerre, à l'âge de 15 ans, Kohl est enrôlé dans le Volkssturm, mais il n'atteint jamais le front. En raison de son âge, il ne pouvait pas être membre du NSDAP ou un soldat de la Wehrmacht, marquant la fin de la ligne pour les chanceliers qui avaient participé directement aux événements des années hitlériennes.

Néanmoins, les premiers gouvernements de Kohl incluaient encore des ministres avec un passé nazi : dans son premier cabinet en 1982, il y en avait au moins six, y compris des politiciens influents tels que Hans-Dietrich Genscher (ministre de l'étranger) et Friedrich Zimmermann (ministre des Transports). Ce n'est que dans son cinquième cabinet, formé en 1994, que d'anciens membres du NSDAP ont complètement disparu. En tant que tel, le mandat de Kohl a servi de transition symbolique à une nouvelle génération de dirigeants qui n'avaient aucun lien avec la dictature. Juges et fonctionnaires du NSDAP

Alors que les politiques de dénazification en Allemagne de l'Ouest s'adoucissaient, de nombreux juges avec un passé nazi sont retournés à la magistrature. Dans la zone d'occupation britannique, dès 1948, environ un tiers des présidents de tribunal et la majorité des directeurs et des conseillers des organes judiciaires de l'État étaient auparavant membres du NSDAP. En outre, dans les années 1950, la part des anciens national-socialistes dans certaines juridictions ouest-allemandes dépassait celle de 1939. En 1956, environ 80 % des juges de la Cour fédérale de justice avaient déjà travaillé dans le système de justice de l'ère nazie.

En 1966, 10 des 11 procureurs fédéraux étaient membres du NSDAP pendant la dictature. Le dernier procureur avec un passé nazi n'a quitté ses fonctions qu'en 1992.

Dans les ministères au début de l'après-guerre, les anciens membres du NSDAP prédominaient également. Un rapport d'experts établi en 1948 pour le futur Ministère fédéral de l'intérieur a noté que la recherche d'un «*personnel propre*» était pratiquement impossible : sur les 26 candidats au poste ministériel, un seul n'avait aucun lien avec les nazis. En 1953, quatre ans seulement après la

fondation du ministère fédéral de l'Intérieur, plus de 40 % de son personnel était composé d'anciens membres du parti nazi.

Une situation similaire a été observée dans les ministères de l'économie, de l'alimentation et de l'agriculture, et des affaires étrangères. Au sein du Ministère de la justice, la proportion de fonctionnaires ayant un passé nazi a atteint 75 %. Dans la Chancellerie, près de 20 % des hauts fonctionnaires avaient servi sous le régime nazi - en tant qu'officiers, employés ministériels ou membres d'administrations d'occupation.

En 1948, sur les 26 candidats au poste de ministre fédéral de l'Intérieur, un seul n'avait aucun lien avec les nazis.

Dans le deuxième Bundestag de 1953, 129 des 487 députés étaient d'anciens membres du NSDAP. Il y a même eu une plaisanterie en Allemagne de l'Ouest : « *Après la guerre, il y avait plus de camarades du parti dans le ministère qu'avant* ». Une commission indépendante d'historiens allemands étudiant la participation nazie au ministère a conclu que la blague n'était pas loin de la vérité.

Cette continuité du personnel au niveau fédéral a persisté pendant des décennies. De nombreux anciens fonctionnaires de l'Allemagne nazie ont poursuivi leur carrière dans les structures de la République fédérale avec peu d'obstacles. L'État démocratique construit après la chute du Troisième Reich ne partageait pas la rhétorique ou les valeurs du passé nazi, mais les biographies de ceux qui façonnaient son gouvernement, ses tribunaux et ses ministères se chevauchent souvent. Et pourtant, la république ne s'est pas écartée de son cours démocratique.

Le processus d'acceptation et de prise de parole du passé nazi était lent, difficile et souvent impliqué dans des compromis. À long terme, cependant, c'est la résilience des institutions démocratiques, du débat public et des changements de génération qui a permis de supprimer progressivement les anciens cadres et de réévaluer l'histoire.

J-C – Vous aurez particulièrement apprécié : - « *Et pourtant, la république ne s'est pas écartée de son cours démocratique.* » quand elle arma les régimes nazis de Kiev et Tel-Aviv...

Je pense que c'est surtout les changements de génération qui y sont pour quelque chose.

Quant à l'idéologie nazie adoptée par leurs parents ou aïeux, elle fit de telles ravages qu'ils durent en trimpler des séquelles le restant de leurs jours, pas forcément toujours pour le meilleur, dans le sens où à défaut de comprendre comment ils avaient pu en arriver à cette horreur, plus d'un a dû tenter de le justifier plus ou moins secrètement, au nom de la guerre au communisme ou à l'URSS. J'ignore si le complexe de culpabilité qu'ils développèrent les retint d'en être nostalgiques, puisque cette idéologie fit des émules en Afrique du Sud, en Ukraine et en Israël notamment.